

# Point infos

*Agir pour un monde sans exploitation ni domination*

## Le sens de la retraite

Quoi ? ! On voudrait partir à 60 ans, et à taux plein, alors que l'espérance de vie augmente et qu'il faudrait que tout le monde parte plus tard, et cotise plus...

Le scandale est énorme mais avouons pire : non seulement, nous refusons que l'allongement de la vie serve à travailler plus pour un patron mais nous voulons même sortir de l'organisation sociale où l'on doit travailler pour un patron.

Non seulement, nous refusons de travailler plus, mais nous voulons sortir du travail contraint lui-même.

Nous seulement nous ne voulons pas payer pour le capital, ni la crise qu'il a produite, ni la part qu'il doit rembourser dans le financement des retraites, mais nous concevons même un monde où la monnaie serait sortie des mains privées.

Non seulement nous voulons partir d'ores et déjà à la retraite à 60 ans, mais nous voulons garantir l'accès aux besoins fondamentaux, sans même dépendre d'un salaire.

Nous seulement nous savons que l'augmentation de la productivité permettrait largement de ne cotiser que 37,5 ans, mais nous pensons que la « retraite » est une période utile à la société : les retraités le montrent pleinement dans leurs nombreuses activités sociales bénévoles. Il faudrait plutôt accorder plus le temps libre aux salariés.

La bataille entre ceux qui ont le capital et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre passe aujourd'hui par la retraite. Une partie de l'avenir en dépend.

N° 59

Jun 2010

### Sommaire :

**P. 1 : Le sens de la retraite**

**P. 2-3 : Pour une gestion publique de l'eau avec Jean-Claude Oliva, débat sur les médias, manifestation des sans-papiers, nous irons à Choisy!**

**Lecture: le petit livre des retraites de Pierre-Yves Chanu et Jean-Christophe Le Digou**

**P. 4 : un communisme peut en cacher un autre**

**Communistes unitaires de Bondy**

**17 rue du progrès**

06 72 64 71 44

Membres ou non d'un parti, les Communistes unitaires veulent travailler à refonder, faire vivre et partager le communisme politique dans une démarche citoyenne. Acteurs des luttes, ils entendent contribuer, avec tous ceux et toutes celles qui le souhaitent, à la construction d'un nouveau projet politique et d'une nouvelle force de transformation sociale.

## Le petit livre des retraites



Comment bénéficier d'une retraite décente avec quarante ans de cotisation quand on multiplie les stages, les CDD, les périodes de chômage, quand on

trouve un CDI à 30 ans, quand dès 50 ans on vous fait comprendre qu'il faudrait quitter l'entreprise ?

Gouvernement et patronat prônent le rallongement de la durée de cotisation ou la baisse du niveau des pensions comme solution au problème des retraites tout en précarisant l'emploi

Il s'agit d'abord de savoir quelle retraite nous souhaitons garantir collectivement aux générations successives. La question du financement de la retraite par répartition n'est pas insurmontable, à condition de donner toute sa priorité au plein emploi et de mettre à contribution les revenus financiers.

**Pierre-Yves Chanu** est vice-président de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale). **Jean-Christophe Le Duigou** est membre de la Commission économique de la Nation. Ils sont tous deux les représentants de la CGT au Conseil d'orientation des retraites (COR). Editions de l'atelier 10 €

## Débat sur les médias



Une trentaine de personnes ont assistés au débat sur « les médias et la banlieue » avec Henri Maler un des co-animateurs de l'association ACRIMED ( action critique médias) créée en 1996 par deux universitaires proches de Pierre Bourdieu dans la foulée du mouvement social de novembre et décembre 1995 et dans le sillage d'un appel à la solidarité avec les grévistes, en réponse à la façon dont les grands médias auraient pris parti contre ce mouvement et neutralisé l'expression de ses acteurs.

Le compte-rendu est disponible sur le site [www.bondy-autrement.org](http://www.bondy-autrement.org)

## Pour une gestion publique de l'eau en Ile de France



*Jean-Claude Oliva Président de la coordination Eau Ile de France*

**PIB:** *Tu fais partie de la coordination EAU Île-de-France. Peux-tu nous expliquer quelle est son utilité?*

L'eau et l'assainissement constituent des questions stratégiques en Île-de-France: l'importance des installations et des réseaux, leur interdépendance, les liens entre Paris et les départements de la région en font une entité à part entière, gérée par des structures administratives très concentrées.

Aussi il est nécessaire de doter les usagers et leurs associations d'une organisation et d'objectifs à la hauteur d'enjeux environnementaux, économiques et démocratiques essentiels.

La coordination vise à ce que l'ensemble des usagers concernés soient associés à toutes les décisions qui engagent leur avenir, qu'il s'agisse de la préservation de la ressource, de la transparence indispensable en matière de gestion, comme de la prise en compte de la situation des populations les plus fragilisées, directement affectées par l'augmentation croissante du prix de l'eau.

Pour cela, il faut que les usagers dans leur diversité, les défenseurs de l'environnement, les promoteurs des services publics, les organisations syndicales, les alter-mondialistes, etc., se rassemblent pour atteindre une masse critique qui leur permettra de se faire entendre. On ne peut imaginer progresser vers une gestion publique, démocratique et écologique de l'eau sans une véritable vague citoyenne dont la coordination se veut l'embryon.

**PIB:** - *La compétence eau a été transférée à la communauté d'agglomération Est Ensemble ce qui vaut retrait automatique du SEDIF. Quelles sont les autres possibilités de gestion de l'eau?*

Plusieurs possibilités se présentent. Encore faut-il se laisser le temps du débat démocratique et de leur mise en place! On peut imaginer dans un premier temps prolonger la convention provisoire avec le SEDIF qui permet de lui acheter de l'eau sans le rejoindre. Ensuite, on peut envisager de se fournir auprès d'Eau de Paris, et même de s'y associer; on peut aussi créer une régie publique de l'agglomération. Mais dans une même agglomération, on peut aussi imaginer des choix différents. Si certains souhaitent une gestion publique tandis que d'autres veulent à tout prix (c'est le cas de le dire) retourner au SEDIF, ce qui semble le cas d'un certain nombre de maires. Dans ce cas, pour respecter ces volontés politiques différentes, l'agglomération devrait créer une régie publique pour les villes qui le souhaitent et les autres rejoindraient le SEDIF...

**PIB:** - *La mairie de Paris a fait le choix de la régie publique. Il est donc possible de changer de gestion?*

Le 1<sup>er</sup> janvier 2010, EAU DE PARIS est devenu l'opérateur public unique de l'ensemble du service public de l'eau de la production à la distribution ; la Ville de Paris a ainsi mis fin aux délégations confiées par Jacques Chirac en 1984 à des sociétés filiales de la Générale des eaux (VEOLIA) et de la Lyonnaise des eaux (SUEZ) pour la partie distribution du service de l'eau. D'autres villes ont fait ce choix, parfois depuis longtemps, comme Grenoble. En région parisienne, le syndicat inter-départemental d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) dessert 8,5 millions d'usagers en gestion publique. Les compétences existent donc dans le secteur public. Encore faut-il avoir une forte volonté politique.

**PIB:** - *Est-ce que le prix de l'eau baisserait si elle était gérée en régie publique?*

Reprenons l'exemple de Paris. Pendant la période de la privatisation, le tarif de l'eau a augmenté de 260%! Les entreprises délégataires déclaraient 15 millions d'EUROS de bénéfices par an sur un contrat de 220 millions d'EUROS. Or,

## Manifestation des sans papiers

Près de 800 sans papiers, des associations du département 93 et des collectifs ont manifesté le 12 Juin à la préfecture de Bobigny

Ils ont demandé au préfet du département M. Lambert nommé dernièrement un rendez vous d'urgence.

En effet nous assistons depuis plusieurs semaines à une accélération et à une augmentation importantes des arrestations, détentions et expulsions sur notre département. Chaque nuit et chaque matin devant le service des étrangers, près de 1000 personnes attendent la distribution aléatoire d'un ticket d'admission pour retirer parfois un simple formulaire), à des réponses trop souvent négatives aux demandes de régularisation alors que toutes les preuves, tous les éléments sont fournis.

Trop c'est trop!

Nous resterons vigilants et appellerons à poursuivre la mobilisation pour le soutien et la solidarité avec les sans-papiers. Un livre noir est en préparation pour montrer la réalité du combat des sans-papiers

## 24/6 : Santini a choisi... Nous irons à Choisy!

La Coordination Eau Île-de-France appelle les usagers d'Île-de-France à se rassembler le 24 juin prochain à 9h30 devant l'usine Edmond Pépin, 2 Av Guynemer, Choisy-le-Roi, lieu de la réunion du conseil syndical du SEDIF.

Prévue initialement dans le centre de Paris elle aura finalement lieu dans un site classé Vigipirate, à Choisy !

Nous exigerons le remboursement des sommes indûment perçues par VEOLIA, au minimum 200 millions d'EUROS pour les cinq dernières années. Elle exige une baisse conséquente du tarif de l'eau, de l'ordre de 30 à 40%, avec une première tranche gratuite et une tarification progressive.

## Un communisme peut en cacher un autre

Quittant avec d'autres le PCF sans quitter le communisme, le moment me semble opportun pour évoquer le « cahier des charges » contemporain du combat pour l'émancipation et d'une gauche digne de ce nom.

Après des années de triomphe des politiques néolibérales, la légitimité du capitalisme est en berne. Dans le même temps, la gauche est en panne d'identité et de projet. C'est surtout dans la société civile que l'on trouve des prémices de la fin de la toute puissance du capital.

La Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, avec sa démarche hybride, revendiquée, prône que le travail de fond sur la visée et les contenus d'une alternative doit aller avec une métamorphose de la nature et des formes de la politique. Une convergence fondamentale est à construire entre le combat pour l'égalité et une révolution démocratique.

Une telle ambition, comporte différentes dimensions : celle d'un métissage de courants politiques ; celle d'une réinvention de la politisation populaire, qui suppose de rompre enfin avec la culture des partis guides (vieux ou jeunes) ; celle, traditionnelle de la répartition des rôles entre des syndicats chargés de l'animation des mobilisations et des partis conçus comme bras politiques du mouvement social dans les institutions qui ne fonctionnent plus.

C'est en les prenant à bras-le corps que les partisans de l'émancipation, et parmi eux les communistes, participeront joyeusement à l'enterrement du vieux monde, à sa métamorphose.

### ● Gilles Alfonsi

(Maigres extraits de la tribune publiée par *Politis* le 10 juin 2010).

dès les premiers mois de gestion publique, une économie de 30 à 40 millions d'EUROS par an semble réalisable. C'est qu'au-delà des bénéfices officiels, la gestion privée est coûteuse pour les usagers qui vont bénéficier du retour au public : il n'y aura plus de hausse de tarifs jusqu'en 2014, ce qui équivaut à une première baisse.

**PIB:- Avec l'eau, on voit que l'essentiel devrait sortir du monde de la marchandise? N'est-ce pas ce qui effraie les Proglie ou Santini?**

On ne doit pas considérer l'eau comme une marchandise, comme des paquets de lessive, vendus moins chers lorsqu'on en prend deux. C'est pourtant ce que fait jusqu'à présent le SEDIF avec sa tarification dégressive pour les gros consommateurs. Nous devons préserver l'eau dans son environnement plutôt que de poursuivre une course sans fin pour la dépolluer. Nous devons consommer le moins possible d'eau potable car sa production a un coût énergétique et donc climatique. Nous devons fournir à chaque être humain sa ration d'eau vitale sans conditions sociales ni économiques. Tout cela est incompatible avec une logique mercantile.

#### TEXTO

Plusieurs associations, dont l'Association pour un contrat mondial de l'eau (Acme) et plusieurs groupes Attac (dont Attac Val de Marne) ont proposé la constitution d'une « **Coordination Eau Ile de France** ».

Plusieurs personnalités y sont associées, dont **Marc Laimé**, journaliste et sociologue, **Jean-Luc Touly**, écrivain et conférencier, ancien délégué CGT chez Véolia, maire adjoint de Wissous (Essonne), Les Verts ainsi que **Jean-Claude Oliva**, journaliste spécialisé et concepteur de l'Université populaire de l'eau.

La coordination propose une gestion démocratique, soutenable et équitable de l'eau, en lien étroit avec les usagers et leurs associations, dans le respect de la préservation de la ressource et de l'environnement.

L'eau est un bien commun universel auquel tous les habitants de la planète ont droit d'accéder et qui doit relever de la sphère publique: La ressource comme les services de production et de distribution de l'eau ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée.

**Contact: [eauidf@hotmail.fr](mailto:eauidf@hotmail.fr)**